

#5 Atteintes aux biens sans violence contre personne

#5.1 *Vols sans violence contre les personnes*

Cet indicateur regroupe les vols (ou les tentatives de vols) dont les victimes sont des particuliers, qui n'ont été assortis d'aucune violence, et qui ne sont ni des cambriolages, ni des vols liés aux véhicules à moteur. Les infractions décrites sont relevées dans « l'état 4001 » (séries historiques suivies par le ministère de l'intérieur, voir la partie *Sources et Méthodes*) aux index :

- 32 - vols à la tire
- 42 - autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés
- 43 - autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics.

Ils ont été regroupés notamment parce que la répartition de certains types de faits entre ces index a manifestement évolué dans le temps (cf. *Interstats Méthode* n°4).

Repères avec l'enquête de victimation « Cadre de vie et sécurité »

D'après l'enquête « Cadre de vie et sécurité », en 2017, 1 096 000 personnes âgées de 14 ans ou plus vivant en France métropolitaine (2,1 %) ont été victimes d'un vol ou d'une tentative de vol sans violences ni menaces – comme un vol par un pickpocket, un vol de téléphone portable posé sur une table à la terrasse d'un restaurant, un vol dans un vestiaire sur le lieu de travail, etc. Parmi ces victimes, 81 % ont effectivement subi un vol et pas seulement une tentative. La plupart des vols sans violences ni menaces sont commis à l'insu de la victime (en sa présence ou non), par conséquent il est vraisemblable qu'une part potentiellement importante de tentatives ne soient tout simplement pas constatées par les victimes elles-mêmes. D'après l'enquête, la proportion annuelle de victimes de vol ou tentative de vol sans violences ni menaces est très supérieure à la moyenne en région parisienne (3,2 % en moyenne annuelle sur la période 2015-2017).

De manière générale, face à une atteinte crapuleuse, le comportement de plainte des victimes est fortement dépendant du caractère commis ou tenté du vol. Dans le cas de simple tentative, la presque totalité des victimes (98 % en moyenne sur la période 2015-2017) déclarent ne pas s'être déplacées dans un commissariat ou une brigade de gendarmerie pour faire un signalement. Dans le cas d'un vol « effectif » commis sans violences ni menaces, une part importante – près d'une victime sur deux (48 % en moyenne entre 2015 et 2017) – n'a pas non plus fait cette démarche. Finalement, 40 % des victimes de vol sans violences ni menaces ont déposé plainte sur la période de référence 2015-2017. Le dépôt de plainte est évidemment plus fréquent quand le préjudice est élevé : toujours sur la même période, 70 % des victimes de vol sans violences ni menaces ayant subi un préjudice supérieur ou égal à 500 € ont déclaré avoir déposé plainte.

En 2015 et en 2016, le nombre annuel de victimes de vol ou tentative de vol sans violences ni menaces mesuré dans l'enquête marquait le pas par rapport aux

niveaux observés en 2013 et en 2014 (moins de 800 000 en 2016 contre près d'un million en 2014). En 2017, ce nombre est en forte hausse et repasse au-dessus de la barre des 1 million.

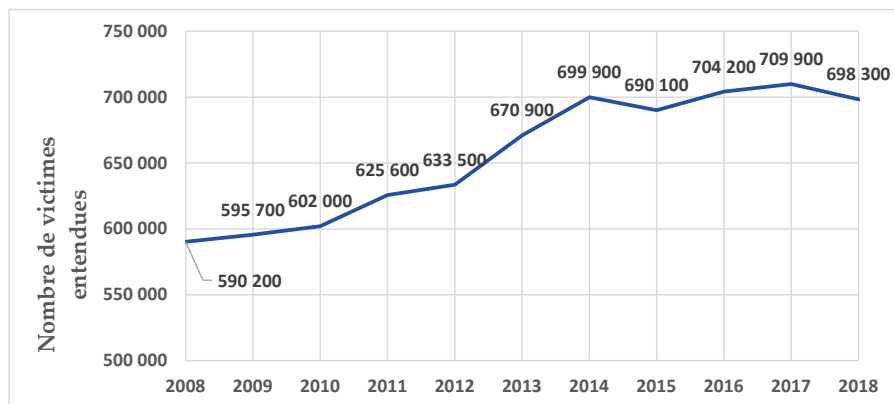
Le nombre d'infractions de vols sans violence contre les personnes enregistrés par les forces de sécurité est en moyenne chaque année beaucoup plus élevé que le nombre de déplacements auprès des commissariats et brigades de gendarmerie déclarés par les victimes interrogées dans l'enquête « Cadre de vie et sécurité ». Plusieurs éléments d'explication peuvent être avancés. D'abord, l'enquête, contrairement aux données administratives, ne mesure que les faits subis par la population âgée de 14 ans ou plus et résidant en France métropolitaine. Or les vols sans violence contre les personnes - qui incluent les vols à la tire - touchent, plus que d'autres infractions, de nombreuses personnes non résidentes (touristes étrangers, etc.). Par ailleurs, une partie des vols sans violence contre les personnes enregistrés par les forces de sécurité sont recensés dans l'enquête « Cadre de vie et sécurité » dans des modules distincts s'il s'agit de vols commis sans effraction dans les résidences principales (289 000 en 2017 et un taux de plainte des ménages victimes de 23 % en moyenne sur la période 2015-2017) ou s'il s'agit de vols ou tentatives de vol de vélos (403 000 vols et tentatives en 2017 et un taux de plainte des ménages victimes de 21 % en moyenne sur la période 2015-2017). Enfin, un certain nombre de plaintes pour vol simple dans les données administratives peuvent correspondre à des pertes d'objets ou de papiers finalement retrouvés par leurs propriétaires. Ce type d'enregistrements n'a pas de correspondance dans l'enquête qui ne consigne pas les démarches effectuées par les enquêtés pour signaler un vol si ceux-ci savent à la date de l'enquête que ce n'en était pas un.

Vols sans violence contre des personnes : très légère baisse annuelle

Le nombre de victimes de vols sans violence contre des personnes enregistrés par les forces de sécurité en 2018 a légèrement diminué (-2 %, *figure 1*), après trois années de faible évolution.

En données trimestrielles désaisonnalisées (CVS-CJO, voir [définitions](#)), la baisse entre le premier trimestre 2017 et le deuxième trimestre 2018 a été quasiment compensée par la hausse du troisième trimestre (*figure 2*), cette dernière étant liée à la coupe du monde de football (voir *éclairages complémentaires* dans la partie *Vue d'ensemble*).

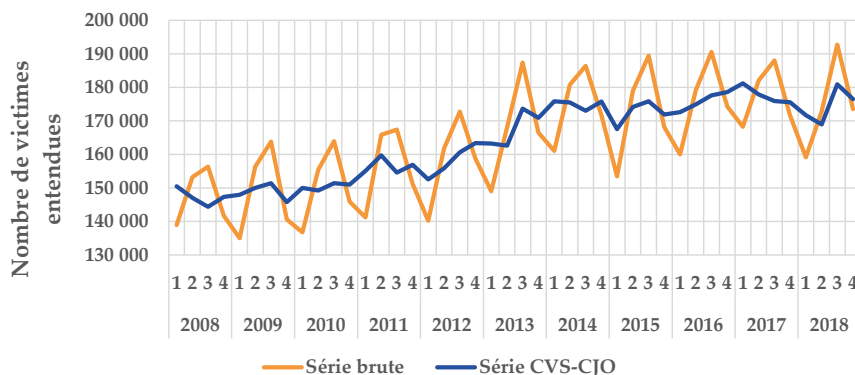
1. Vols sans violence contre des personnes : cumul annuel



Champ : France métropolitaine.

Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

2. Vols sans violence contre des personnes : cumul trimestriel

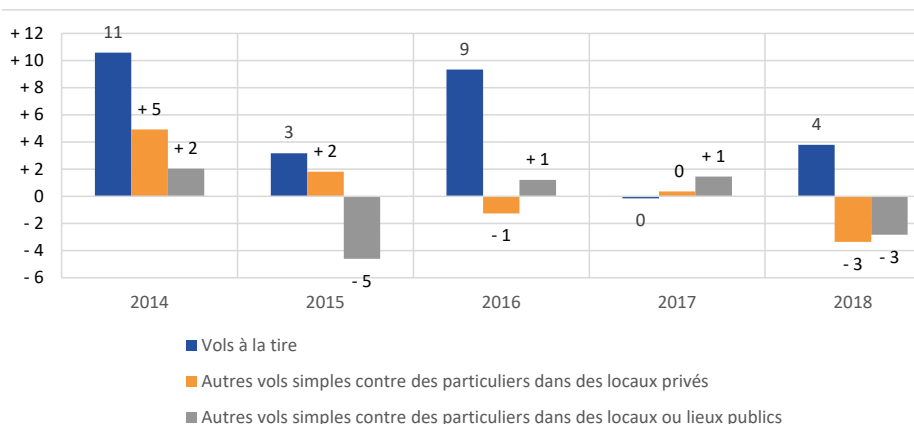


Champ : France métropolitaine.

Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

Le nombre de victimes de vols à la tire a augmenté de 4 % en 2018 (figure 3), après la stabilité de l'année précédente. Cette catégorie représente un peu plus d'un cinquième des vols sans violence contre les personnes (figure 4). Les autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics (qui constituent environ la moitié des vols sans violence contre les personnes) ont légèrement diminué (-3 %). Enfin, les autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux privés ont baissé de 3 %.

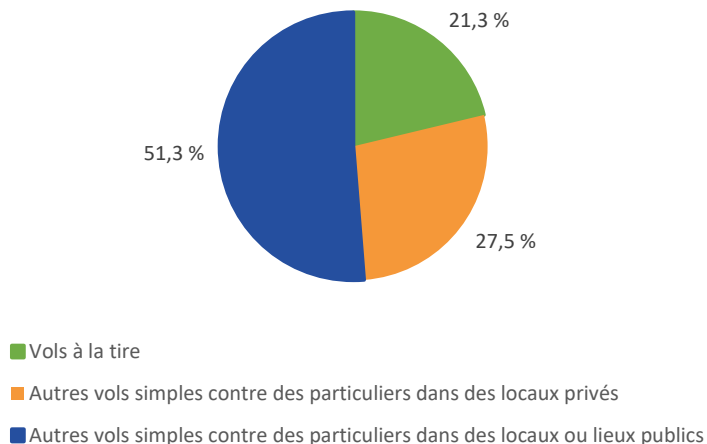
3. Vols sans violence contre des personnes : évolution annuelle des trois composantes (en %)



Champ : France métropolitaine.

Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

4. Répartition des vols sans violence contre des personnes en 2018 (en % du nombre de victimes entendues)



Champ : France métropolitaine.

Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

Répartition territoriale : des taux spécifiquement élevés dans les grandes agglomérations

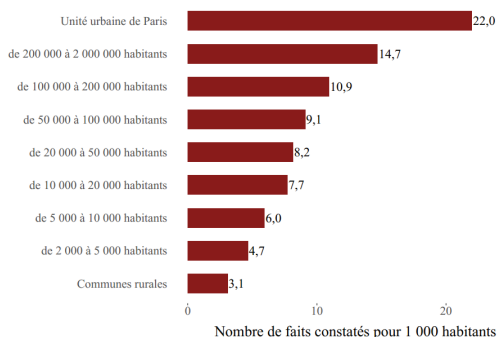
Comme pour les autres vols personnels, le nombre de vols sans violence par habitant est très lié à la taille des agglomérations. Alors que 3,1 vols pour 1 000 habitants ont été enregistrés en moyenne en 2018 dans les zones rurales, ce chiffre monte à 14,7 dans les grandes agglomérations de province et même 22,0 dans l'agglomération parisienne (*figure 5*).

Avec 20,2 vols sans violence enregistrés pour 1 000 habitants, l'Île-de-France se détache du reste du territoire métropolitain du fait de son caractère très urbanisé (*figure 6*). Au-delà de Paris, les départements disposant de grandes métropoles présentent des taux de vols sans violence plus élevés que les autres : le Rhône (Lyon), la Gironde (Bordeaux), la Haute-Garonne (Toulouse), l'Hérault (Montpellier), les Bouches-du-Rhône (Marseille), les Alpes-Maritimes (Nice) ou encore la Seine-Saint-Denis (agglomération parisienne, *figure 7*).

Évolutions territoriales : baisse dans la plupart des départements

En 2018, le nombre de vols sans violence enregistrés a significativement baissé dans la majorité des départements métropolitains (figure 8). Au niveau régional, seules l'Île-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes ont connu une augmentation du nombre de vols sans violence constatés par les forces de l'ordre, du fait des hausses respectives de Paris et du Rhône.

5. Nombre de vols sans violence contre des personnes pour 1 000 habitants par taille d'unité urbaine, enregistrés en 2018



Champ : France métropolitaine.

Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

6. Les vols sans violence contre des personnes enregistrés dans les régions en 2018

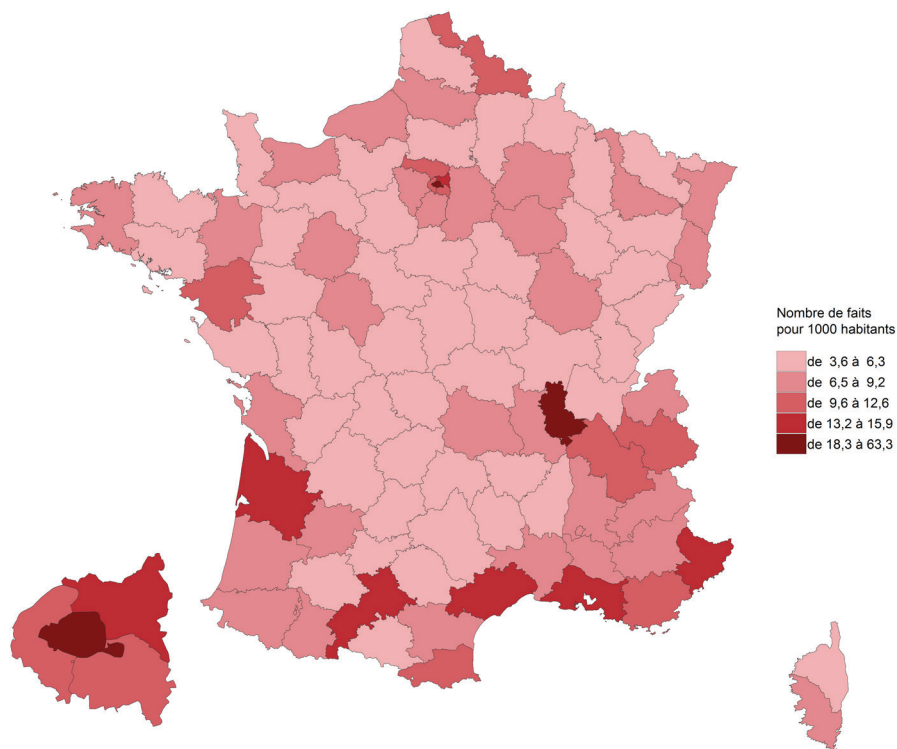
Région	Évolution entre 2017 et 2018 en %	Taux pour 1 000 habitants en 2018	Taux pour 1 000 habitants sur les 3 dernières années
Île-de-France	1,2	20,2	19,9
PACA	-5,0	12,9	13,6
Occitanie	-5,7	10,7	11,1
Auvergne-Rhône-Alpes	0,6	10,2	10,1
Nouvelle-Aquitaine	-4,4	8,4	8,6
Pays-de-la-Loire	-3,6	8,4	8,5
Hauts-de-France	-1,2	7,5	7,6
Bretagne	-2,4	7,1	7,2
Grand-Est	-3,7	6,7	6,8
Corse	-5,0	6,3	6,7
Centre-Val de Loire	-4,6	6,3	6,5
Normandie	-1,4	5,9	6
Bourgogne-Franche-Comté	-8,4	5,8	6,1

Champ : France métropolitaine.

Note : par ordre décroissant des taux pour 1 000 habitants en 2018.

Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

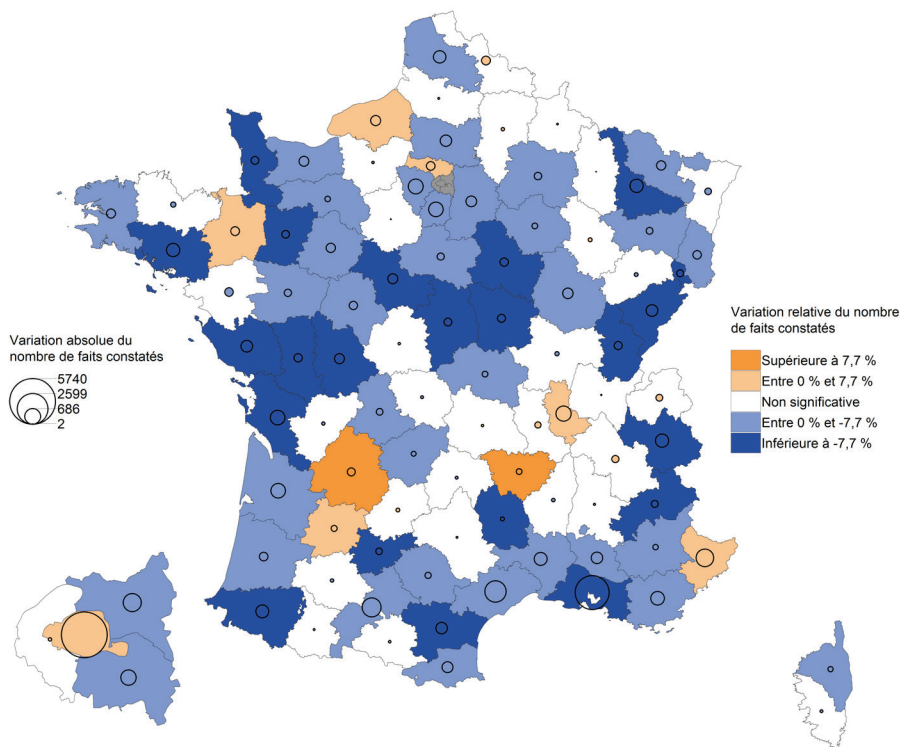
7. Nombre de vols sans violence contre des personnes pour 1 000 habitants par département en 2018



Champ : France métropolitaine.

Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

8. Evolution du nombre vols sans violence contre des personnes par département, entre 2017 et 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : En 2018, les vols sans violence contre les personnes ont fortement augmenté en Dordogne par rapport à 2017. Dans les Côtes-d'Armor, leur nombre a baissé mais avec une ampleur trop faible pour que cette évolution soit statistiquement significative (voir « Sources et Méthodes » pour davantage d'information).

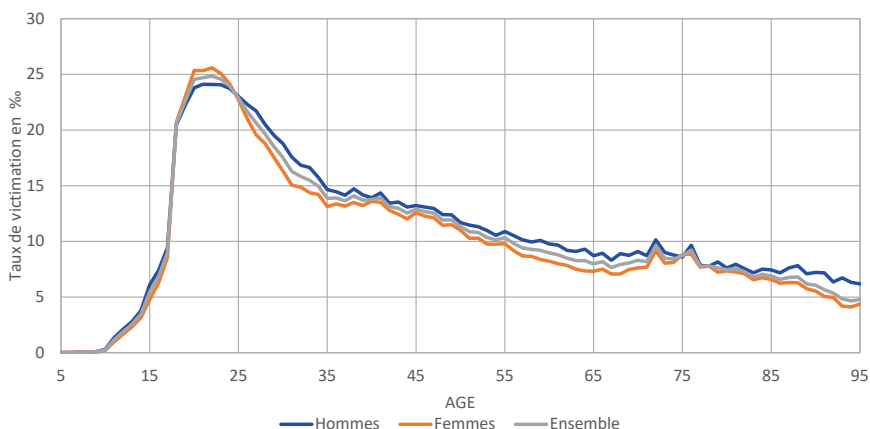
Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

Les victimes connues des forces de sécurité : en 2018, près de 10 victimes pour 1 000 habitants

En 2018, selon les données enregistrées par la police et la gendarmerie, 677 700 personnes physiques ont été victimes de vols sans violence, soit près de 10 victimes pour 1 000 habitants. Les hommes sont légèrement surreprésentés, à partir de 25 ans (*figure 9*).

Ces délits, qui prennent place en grande partie dans la rue, les transports en commun et les lieux de sortie (commerce, restaurants, gymnases, etc.), touchent les victimes à partir de l'adolescence. Les âges les plus touchés sont les 18-25 ans avec en moyenne 24 victimes pour 1 000 personnes de ces âges. Ensuite, la proportion de victimes dans la population décroît lentement avec l'âge, mais reste à des niveaux élevés. A 50 ans, 11 personnes sur 1 000 de cet âge sont enregistrées comme victimes de vols sans violence.

9. Part des individus victimes de vols sans violence contre les personnes pour 1 000 habitants de même sexe et âge en 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : Sur 1 000 personnes âgées de 20 ans, 25 ont été enregistrées par les forces de sécurité comme victimes de vols sans violence contre les personnes en 2018.

Sources : SSMSI, Base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires - Insee, estimations de population (résultats provisoires à fin 2017).

Plus de femmes parmi les auteurs que pour les autres types d'infractions

En 2018, 57 300 personnes ont été mises en cause (*définitions*) par les forces de sécurité pour des vols sans violence contre les personnes (*figure 10*), soit légèrement plus qu'en 2017. Un quart de ces auteurs présumés sont des femmes, proportion beaucoup plus importante que pour les autres types de vols, bien qu'elles restent largement sous-représentées par rapport aux hommes. Les personnes mises en cause pour ce type d'infractions sont plutôt jeunes, mais elles sont plus âgées que dans les autres domaines de la délinquance d'acquisition : 40 % ont plus de 30 ans.

Dans ce domaine, les trois quarts des mis en cause sont de nationalité française, 17 % sont issus d'un pays d'Afrique et 8 % sont issus d'un autre pays européen (*figure 11*). Les étrangers sont donc surreprésentés parmi les auteurs présumés, compte tenu de leur part dans la population totale (environ 6 %).

10. Nombre de personnes mises en cause pour des vols sans violence contre les personnes en 2018, par sexe et par âge

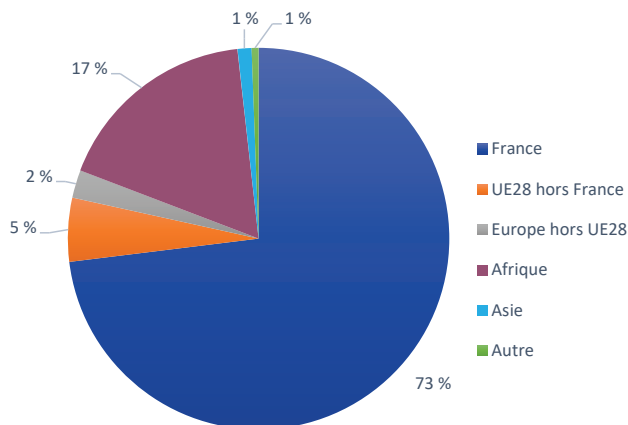
	Femmes mises en cause	Hommes mis en cause	Ensemble des mis en cause	Part des hommes parmi les mis en cause	Répartition des mis en cause par classes d'âges	Répartition de la population par classes d'âges
Moins de 13 ans	425	1 009	1 434	70 %	3 %	16 %
13 à 17 ans	2 603	13 287	15 890	84 %	28 %	6 %
18 à 29 ans	3 569	14 150	17 719	80 %	31 %	14 %
30 à 44 ans	3 304	9 387	12 691	74 %	22 %	19 %
45 à 59 ans	2 601	4 747	7 348	65 %	13 %	21 %
60 ans et plus	837	1 421	2 258	63 %	4 %	24 %
Total des personnes mises en cause	13 339	44 001	57 340	77 %	100 %	100 %

Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : En 2018, 57 340 personnes ont été mises en cause par les forces de sécurité pour des vols sans violence contre des personnes. 77 % sont des hommes et 31 % ont entre 18 et 29 ans. 19 % de la population de France métropolitaine a entre 30 et 44 ans.

Sources : SSMSI, Base des auteurs de crimes et délits 2018, données provisoires - Insee, estimations de population (résultats provisoires à fin 2017).

11. Nationalité des personnes mises en cause pour des vols sans violence contre les personnes en 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : 73 % des personnes mises en cause par la police ou la gendarmerie en 2018 pour des vols sans violence contre des personnes ont une nationalité française.

Sources : SSMSI, Base des auteurs de crimes et délits 2018, données provisoires.

Définitions

- **CVS-CJO**

La correction des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) est un traitement statistique de la série brute (i.e. initiale) qui vise à en éliminer les composantes cycliques (saisonnalité, nombre de jours ouvrables, année bissextile) pour permettre de mieux discerner son évolution fondamentale (tendance et chocs conjoncturels, notamment). La désaisonnalisation est effectuée sur la série mensuelle, et la série trimestrielle CVS-CJO est obtenue par cumul de la série mensuelle désaisonnalisée. La série annuelle cumule les données mensuelles brutes sur l'année civile.

- **Mise en cause**

Les forces de sécurité, police et gendarmerie, sont chargées quand elles constatent (ou qu'on leur signale) un crime ou un délit, d'en rechercher les auteurs sous l'autorité des parquets. Quand, dans le cadre de leur enquête, elles auditionnent une personne et que des indices graves ou concordants rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer comme auteur ou complice à la commission d'un crime ou d'un délit, elles signalent l'identité de cette personne aux autorités judiciaires. On considère dans ce cas que cette personne est « mise en cause ». La notion de mis en cause utilisée ici est donc plus restrictive que l'usage courant, qui désigne toute personne soupçonnée à un moment donné d'avoir participé à la réalisation d'une infraction. C'est la justice qui déterminera, ultérieurement, si une personne est ou pas l'auteur effectif de l'infraction : ne sont retracés ici que les résultats de l'enquête menée par les forces de sécurité.

- **Taux de victimation**

Le « taux de victimation » est le rapport entre le nombre de victimes appartenant à une catégorie de population et la population totale de cette catégorie. Il est le plus souvent exprimé pour 1 000 habitants.

- **Victimation**

Étude des phénomènes délinquants qui s'intéresse en premier lieu à la personne des victimes. La méthode la plus fiable pour mesurer la victimation est la réalisation d'enquêtes auprès de la population, dites « enquêtes de victimation », au cours desquelles on demande aux individus s'ils ont été victimes d'atteintes à leurs biens (vols, dégradations, etc.) ou à leur personne (agressions, insultes, violences, etc.). La principale enquête de victimation en France est l'enquête « Cadre de Vie et Sécurité ».

Pour en savoir plus

- SSMSI, « Rapport d'enquête « Cadre de vie et sécurité » 2018 » - « Les vols et tentatives de vol sans violences ni menaces. », Décembre 2018 (https://www.interieur.gouv.fr/content/download/113844/910786/file/RapportCVS_2018_chap11.pdf)
- SSMSI, « Évolutions méthodologiques dans les indicateurs statistiques de délinquance enregistrée en janvier 2017 », Interstats Méthode N°9, Janvier 2017
- Greffet P., « En 20 ans, plus de personnes mises en cause pour coups et blessures, moins pour vols à main armée », Interstats Analyse N°11, Janvier 2016

- Pramil J., « Les vols en France : une répartition centrée sur les grandes agglomérations », Interstats Analyse N° 14, Décembre 2016
- Vannier C., « Les vols de téléphones portables : caractéristiques des faits et profil des victimes », La note de l'ONDRP N°5, avril 2016